

# MOBILISATION DES INVESTISSEURS SUR LE CLIMAT

JUIN 2015

une étude réalisée par **novethic**

**Février 2015 :** Novethic publie la **première étude analysant la mobilisation des investisseurs sur le changement climatique**, qui a pris une ampleur particulière depuis le sommet organisé à New-York en septembre 2014 par les Nations Unies.

**Mai 2015 :** L'organisation du Climate Finance Day, le 22 mai à Paris à l'Unesco, marque une **nouvelle étape dans l'engagement de grands investisseurs (banques et assureurs)**.

Novethic publie dans la foulée une réactualisation de son étude et recense **plus de 700 investisseurs ayant engagé des actions en rapport avec le changement climatique. Leur nombre a augmenté de près de 30% en trois mois.**

Les deux principaux facteurs de passage à l'acte sont **la conviction de l'existence d'un risque carbone pour les entreprises les plus émettrices de gaz à effet de serre et la pression montante de la société civile qui les pousse au désinvestissement des énergies les plus émettrices comme le charbon.**

## ► Ventilation des stratégies de gestion des risques liés au changement climatique

Les principales stratégies mises en œuvre pour limiter leur exposition au risque climatique sont, par ordre d'importance : investir dans des projets verts, désinvestir des énergies fossiles et/ou des entreprises les plus polluantes, faire de l'engagement actionnarial pour encourager une économie bas carbone et enfin réaliser et publier leur empreinte carbone.

	Février 2015	Mai 2015	Proportion panel
<b>Investissements verts</b>	266	304	37,5%
<b>Désinvestissement</b>	194	243	27,3%
<b>Initiatives d'engagement</b>	182	250	25,6%
<b>Empreinte carbone</b>	56	77	7,9%
<b>Gestion indiciaire bas carbone</b>	5	8	0,7%
<b>Panel</b>	550	710	

## ► À retenir

- La France est le premier pays à introduire une disposition dans sa loi sur la transition énergétique et la croissance verte, qui oblige les investisseurs français, publics et privés, à calculer et rendre publique l'empreinte carbone de leurs portefeuilles.
- De très grands investisseurs ont pris des engagements forts sur le climat, associant gestion du risque climatique, financements verts et désinvestissement. Par exemple, en mai 2015, la Caisse des dépôts a déclaré vouloir consacrer 15 milliards d'euros d'ici fin 2017 à la transition écologique et énergétique et nouer un dialogue actionnarial orienté sur le climat. Le groupe AXA veut quant à lui tripler ses investissements verts pour atteindre 3 milliards d'euros d'ici 2020 et désinvestit le charbon à hauteur de 520 millions d'euros.
- Investorsonclimatechange.org est une plateforme pour centraliser des engagements formalisés : lancée par 7 organisations d'investisseurs (PRI, UNEP Fi, IIGCC...), elle répertorie les engagements pris par plus de 400 investisseurs issus de 30 pays, couvrant 25 000 milliards de dollars.

Les campagnes dénonçant les énergies fossiles, dont l'exploitation compromet l'objectif de limiter le réchauffement climatique à deux degrés, se développent, et nombre d'entre elles ciblent directement les institutions financières pour les inciter à désinvestir.

▶ **Go Fossil Free** : Porté par l'ONG 350.org, ce mouvement a organisé les premières journées mondiales du désinvestissement les 13 et 14 février 2015. Il fédère les actions de la société civile et plus particulièrement celles menées dans les universités américaines, anglaises et progressivement européennes. La pression de la société civile envers les investisseurs augmente d'un cran pour les pousser à désinvestir des entreprises les plus émettrices de gaz à effet de serre, sociétés liées au charbon en tête. Sur les 31 institutions ayant fait l'objet de campagnes ciblées recensées par Novethic depuis début 2015, plus d'une vingtaine sont des universités. Toutes ne se plient pas à l'injonction mais elles sont nombreuses à revoir leurs politiques d'investissement à l'image de celle de Washington qui a annoncé, le 14 mai, exclure désormais le charbon. L'université d'Oxford où la campagne a été particulièrement intense a fini, après moult hésitations, par annoncer le 18 mai qu'elle exclurait dorénavant le charbon et les sables bitumineux, mais pas toutes les énergies fossiles.

▶ **Keep it in the ground** : Porté par le Guardian, qui a décidé de mettre tout en œuvre pour permettre d'abandonner l'exploitation de 80% des ressources de charbon et plus de la moitié des réserves pétrolières, elle cible plus particulièrement deux des plus grandes fondations mondiales : la fondation Gates et la fondation britannique Wellcome, dotées respectivement de 43 milliards et 18 milliards de dollars. Seule la seconde a décidé de désinvestir les 200 entreprises les plus polluantes, liste établie par Go Fossil Free, et de faire de l'engagement actionnarial. La pétition en ligne du Guardian a été signée par plus de 200 000 personnes.

▶ **L'appel de Paris** : Lancé en mai par les ONGs Amis de la Terre et BankTrack, cette campagne appelle les banques françaises à s'engager publiquement à mettre un terme à leur soutien au secteur du charbon, de son extraction à sa combustion. Elle leur demande de mettre en place une annonce, un agenda détaillé et des objectifs précis d'exclusion pour l'ensemble de leurs activités et services - crédit, émissions d'actions et obligations, gestion d'actifs, services de conseil. Crédit Agricole a d'ores et déjà annoncé son intention de « ne plus financer les projets de mines de charbon ni les exploitants spécialisés dans cette activité ».

▶ **Climate and Pensions Legal Initiative** : L'Asset Owner Disclosure Project (AODP) étudie la façon dont les 500 plus grandes institutions financières mondiales intègrent le changement climatique dans la gestion de leurs encours (40 000 milliards de dollars). Il publie un classement annuel. Le dernier, publié fin avril 2015, montre que la moitié d'entre elles négligent totalement le risque climatique. Estimant que si ces 500 institutions financières mettaient en œuvre des programmes ambitieux de prévention des risques climatiques, le maintien à deux degrés de réchauffement climatique serait envisageable, l'AODP a lancé une initiative pour étudier la possibilité d'attaquer juridiquement les fonds de pension qui négligent ce risque. La première action pourrait être intentée avant fin 2015.

▶ **Campagne de désinvestissement ciblant les fonds de pension danois** : 6 fonds de pension danois des professions libérales rassemblant environ 200 000 travailleurs pour un montant total de 32 milliards d'euros, ont reçu des résolutions leur demandant de désinvestir le plus vite possible (au plus tard en 2018) des 100 plus grosses entreprises de charbon et d'engager un dialogue avec les autres. Ces résolutions ont été rejetées par les dirigeants de ces fonds de pension qui refusent le désinvestissement, lui préférant les actions d'engagement auprès des entreprises. Ils devraient par ailleurs examiner leur exposition au risque carbone.

# LE CHARBON SENT LE SOUFRE

Les campagnes de désinvestissement peuvent cibler globalement les énergies fossiles ou plus précisément le charbon, considéré comme l'une des énergies les plus polluantes. L'analyse des décisions d'exclusion prises par les investisseurs recensés par le centre de recherche Novethic permet de dresser les tableaux ci-dessous :

## Principales exclusions

	2014	2015	Évolution 2015/2014
Liste des 200 entreprises les plus polluantes	158	33	21%
Charbon	14	8	57%
Pétrole et gaz non conventionnel	4	3	75%
Energies fossiles	18	2	11%

## Annonces de désinvestissement

	2014	2015	Évolution 2015/2014
Nombre d'investisseurs s'étant engagés à désinvestir	157	33	21%
Nombre d'investisseurs ayant désinvesti	40	7	18%

Le charbon n'est pas le seul secteur visé mais il est aujourd'hui le plus emblématique et le plus controversé. Le charbon est victime d'un double phénomène : l'action des ONGs environnementales qui dénoncent sa nocivité sur l'environnement et la baisse constante de sa valeur financière. L'indice du charbon américain a perdu 75 % de sa valeur en cinq ans et comparativement aux grands indices boursiers mondiaux, le charbon décroche. (*Voir graphique*)

**Figure III: Stowe Global Coal Index as Compared to Global Benchmarks**



\*Note: This chart is a normalized historical graph  
Data Source: Bloomberg Data as of March 31, 2015

This chart is for illustrative purposes only. Historical information is not indicative of future results; current data may differ from data quoted. Investors cannot invest directly in index. Index returns do not reflect any management fees or brokerage expenses.

## ► Le fonds norvégien, une évolution emblématique

Interpelé dès le printemps 2014 par les ONGs environnementales, le fonds norvégien (le plus richement doté avec plus de 800 milliards d'euros d'actifs) a été questionné par le parlement sur sa stratégie d'investissement dans les énergies fossiles. Les premières annonces faisaient état d'une stratégie d'exclusion, au cas par cas, des entreprises les plus polluantes et de montée en puissance d'un engagement actionnarial axé sur le climat. Mais fin mai 2015, à l'unanimité, les parlementaires norvégiens ont décidé que le fonds exclurait dorénavant le charbon.

## ► Engagement actionnarial : l'accélération

La saison des AG 2015 est marquée par l'afflux de résolutions axées sur le risque carbone et visant plus particulièrement les compagnies pétrolières.

- Elles ont été soutenues, dans l'ensemble, par les investisseurs responsables les plus engagés sur ce sujet.
- Les scores obtenus par ces résolutions demandant de prendre en compte le changement climatique dans leurs stratégies par des moyens différents, ont été très variés.
- Les disparités s'expliquent par l'attitude des dirigeants.  
Ceux de BP, Shell et Statoil ont appelé à les soutenir et elles ont obtenu la quasi-totalité des voix. Ceux de Chevron et Exxon y ont été très hostiles et les résolutions n'ont pas recueilli plus de 20 % des voix.
- Elles ont permis de mettre à l'ordre du jour des AG la question de la rentabilité des projets d'exploration pétrolière et de l'avenir des compagnies qui s'obstineraient dans cette seule voie. Elles ont indirectement permis de montrer la progression des énergies renouvelables en termes de compétitivité.

## ► Investissements verts : cap sur les Green Bonds

Les financements verts se multiplient et sont difficiles à quantifier puisque leur nature est diverse et les annonces des acteurs financiers qui prennent un engagement de verdir leurs investissements recouvrent des projets différents (énergies renouvelables, fonds thématiques verts, immobilier...).

Le marché le plus suivi est celui des *Green Bonds* privilégiées par les investisseurs qui souhaitent investir vert. Le marché explose et pourrait atteindre 100 milliards de dollars fin 2015. Par conséquent, les questions montent sur les qualités environnementales des projets proposés. Près d'une trentaine d'investisseurs, par exemple, ont signé le Statement of Investor Expectations for the green bond Market (CERES). La Climate Bond Initiative suit plus particulièrement ce marché et commence à proposer une certification permettant de garantir que les fonds levés par les Green Bonds ont bien servi à financer des « solutions pour le changement climatique ».

### JUIN 2015 : ACTUALISATION DE L'ÉTUDE RÉALISÉE PAR LE CENTRE DE RECHERCHE DE NOVETHIC



Novethic, filiale de la Caisse des Dépôts, est un centre de recherche sur l'Investissement Responsable et un média expert sur l'économie responsable. [www.novethic.fr](http://www.novethic.fr)